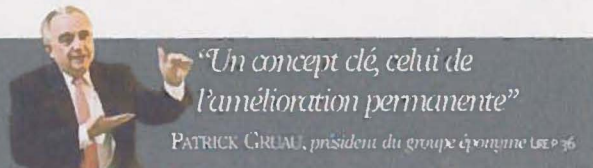




La guerre des managements

Faut-il uniformiser les modèles anglo-saxons et continentaux ? Lire p.29



"Un concept clé, celui de l'amélioration permanente"

PATRICK GIRAUD, président du groupe d'entreprise LEP 36

Le pouvoir selon moi

"Si l'on veut empêcher qu'il y ait l'opposition droite-gauche se substitue la division peuple-élite, pour le plus grand dommage de la gauche et de la démocratie, en un mot si l'on veut éviter le populisme, alors il faut se placer résolument du côté du peuple."

Jacques Julliard, *Le nouvel Observateur*

Victimation et insécurité : éclairages utiles pour un débat touffu

Des chiffres précis pour éviter l'instrumentalisation politique des statistiques p.8
PAR ALAIN BAUIER

Géopolitique - Morale suicidaire

"Biens mal acquis", la Cour de cassation fait preuve d'un juridisme bien inadapté aux réalités du monde
PAR PASCAL LOROT p.8

Remarque

Philippe Herzog
Le saint-simonien, président de "Confrontation Europe"
PAR PHILIPPE PLESSART p.10

Chine - Le Louvre et la Cité interdite

La culture n'a pas été oubliée dans les accords conclus entre la France et la Chine
PAR PHILIPPE BARRET p.10

Dossier international p.11

e.tech Fiera Milano
Milan veut briller de tous ses feux

Réalisé par Von Media Partner

DOSSIERS

ECONOMIE SOCIALE - Services à la personne

Prévention d'intérêt général

Le maintien à domicile est toujours préférable à une hospitalisation p.15

ECONOMIE SOCIALE - Prévoyance La mort sous contrat

Assureurs, banquiers et entreprises funéraires sont en ordre de bataille p.19

Chiffres révélateurs

"Bonheur national"

Malheureux Birmanes

Rang		Coef
1	Suède	106
2	Norvège	139
8	Allemagne	208
11	France	233
22	Etats-Unis	399
29	Cuba	571
44	Russie	794
45	Chine	774
53	Inde	885
60	Birmanie	1045

Indice du bonheur national (IBN) cumul du rang du pays par ordre décroissant de performance d'une batterie de critères (paix, sécurité, liberté, démocratie, droits de l'homme, qualité de la vie, intelligence, information, communication, culture)
Source : Globeo - Pierre Leroy (éd 2009-10)

Ma petite auto-entreprise

Après le rêve, le temps des questions



L'inquiétude porte sur le risque, toujours possible, de voir le bel élan retomber comme un soufflé.

Par Jacques Secouff

Plus de 550 000 auto-entrepreneurs, à l'automne 2010, un million attendus pour la fin de 2011 : ce n'est plus une étincelle mais une véritable flambée. Celle-ci génère à la fois de la satisfaction et de la fébrilité. Il y a bien eu, déjà, création de richesse supplémentaire, comme l'expriment les 300 millions d'euros de cotisations qui seront collectés, en 2010, sur le chiffre d'affaires généré par les auto-entrepreneurs. Il y a eu également renaissance de l'espoir que les Français, jugés généralement si peu aptes à la création d'entreprise, n'aient en fait que simplement caché leur talent. L'inquiétude porte sur le risque, toujours possible, de voir le bel élan retomber comme un soufflé. Avec un taux de survie de une sur cinq au bout de cinq ans, les jeunes entreprises sont fragiles. Le souci est que cette règle ne s'applique pas encore plus durement à des auto-entrepreneurs qui, attirés par la simplicité du régime, n'ont pour une bonne partie d'entre eux ni les idées, ni les réseaux leur donnant la capacité de développer une activité autonome. **» Lire p.4**

GOVERNEMENT

Un pack de combat, vraiment ?

C'est assez pour régner, certes. Assez pour gagner ?

Par Michèle Colla

Le remaniement auquel vient de procéder le président de la République n'est pas anodin, même si après une attente trop longue de six mois, il est apparu comme n'étant pas à la mesure du "doux à souffler" annoncé. Ce n'est pas, contrairement à ce qu'a dit, peut-être avec humour, Christine Lagarde, une révolution. Il marque néanmoins plusieurs changements majeurs dans la construction politique de Nicolas Sarkozy.

Le premier est évidemment la fin de l'ouverture à gauche. C'était le symbole du sarkozysme triomphant en 2007. Le remaniement sonne, de ce point de vue, la fin de la récréation politique. Depuis quelques mois déjà, on sentait bien qu'entre Kouchner et le Président, le courant était intermittent, ou que les soutiens de Jean-Marie Bockel s'évanouissaient les uns après les autres. Aujourd'hui, ne reste plus dans le gouvernement qu'Eric Besson. Sans doute est-ce parce qu'il avait quitté le navire de Ségolène Royal avant la victoire de Nicolas Sarkozy à la présidentielle et non après. Et puis, l'éphémère titre de ministre de l'Identité nationale vaut bien

quelque gratitude présidentielle... Second changement, la rupture de la majorité présidentielle. Même si certains centristes de série B ont fait leur entrée au gouvernement dimanche dernier, leur présence ne peut pas faire oublier le départ du gouvernement d'Hervé Morin, dans le même temps où Jean-Louis Borloo rend publics, en tirant sa révérence, tous les différends sur les terrains sociaux, écologiques, donc politiques, qui ont creusé, en trois ans, un précipice entre François Fillon et lui... **» Lire p.6**



A voix haute

PASCAL PERRINEAU, directeur du Centre de recherches politiques de Sciences-Po (Cevipof)

"Ce pourrait être la fin de l'hyper-présidence"

Décryptage de la stratégie de pré-campagne de Nicolas Sarkozy par un expert des droites françaises

Par Jacques Secouff

Pour le directeur du centre d'analyse politique de Sciences-Po, la grille d'analyse qu'avait construit l'historien René Rémond reste d'actualité. Les droites, en France, restent marquées par la diversité, des légitimistes aux bonapartistes en passant par les orléanistes, et c'est à cette aune

qu'il faut lire la stratégie de pré-campagne de Nicolas Sarkozy. La politique d'ouverture appartient au passé. Quoi qu'il en soit, la gauche est dans la rue, ou prête à y retourner et n'entend plus le message. L'heure est plutôt au rassemblement des troupes... **» Lire p.12**

Présidentielles

Galouzeau, l'enragé

En rompant les amarres de la Sarkozy, Dominique de Villepin signe sa détermination d'aller au combat

Par Sylvie Pierre-Brossolotto

Jusqu'au ira Dominique de Villepin ? C'est la question que se pose tout le microcosme. Depuis ses dernières salves contre Nicolas Sarkozy, affirmant qu'il était "un des problèmes de la France" et qu'il fallait "mettre fin à cette parenthèse", on sent l'ancien Premier ministre plus déterminé que jamais à mener le combat contre le Président sortant lors de la présidentielle de 2012. On ne voit pas très bien ce qui pourrait amener désormais les deux hommes à se réconcilier au nom de l'intérêt supérieur de la majorité. Villepin a confié que le sort de son procès en appel ne changeait rien sa décision... **» Lire p.6**

M 02191 - 1543 - F : 5,00 €





Hervé Novelli, ancien secrétaire d'Etat chargé du Commerce : "Le phénomène de l'auto-entrepreneur est massif. Si le régime a davantage attiré les hommes, il a séduit des porteurs de projets de tous âges, dans tous les territoires, et dans une grande variété de secteurs d'activité."

Une nouvelle figure de société est née. Il y avait l'ouvrier, le cadre moyen, le petit commerçant, il y a à présent, en plus, l'auto-entrepreneur. Au pluriel : ils sont déjà plus de 550 000 à avoir rejoint le nouveau groupe social que représente l'auto-entrepreneuriat. C'est plus qu'une étincelle : une belle flambée qui génère à la fois

beaucoup de raisons de se réjouir et pas mal de fébrilité. Il y a bien

"Le grand rêve semble avoir atteint presque toutes les couches de la société"

eu, déjà, création de richesse supplémentaire et l'espoir est désormais crédible que le Français jugé

si peu apte à la création d'entreprise ait finalement libéré ses talents cachés. L'inquiétude concerne la suite des événements, les jeunes entreprises sont fragiles. Une sur cinq seulement dépasse le cap des cinq ans de durée de vie. Il n'y a aucune raison pour que celles qui ont été créées par des auto-entrepreneurs n'échappent à la règle, avec

ciété. En ce sens, le succès du statut a ranimé l'espoir que les Français étaient en fait des entrepreneurs qui s'ignoraient. "Si le régime a davantage attiré les hommes - deux tiers des créateurs d'auto-entreprises -, il a séduit des porteurs de projets de tous âges, dans tous les territoires, notamment ruraux mais aussi urbains, et dans une grande va-

riété de secteurs d'activité, plus particulièrement le commerce, les services aux entreprises et aux ménages et la construction", indique le rapport 2009 réalisé par le ministère de l'Économie. La publicité faite à la nouvelle loi a favorisé une flambée qui se poursuit au rythme de 1 000 nouvelles inscriptions par jour, laissant prévoir que le cap du million d'auto-entrepreneurs sera atteint fin 2011. Le nouveau régime a en effet ré-

"Une véritable dimension symbolique pour des dizaines de milliers d'individus qui, jusque-là, n'avaient jamais imaginé pouvoir imprimer des factures à leur nom"

même le risque qu'elle s'applique plus durement à des entrepreneurs qui, pour une bonne partie d'entre eux, n'ont créé que parce qu'un statut simple s'offrait à eux, mais sans l'expérience et les réseaux dont disposent généralement ceux qui jouissent de plus de capacités à affronter la complexité.

Plus qu'un simple libellé administratif, un nouveau statut social

Paradoxe, donc : un simple libellé administratif a suffi à fédérer autour de l'idée d'un nouveau statut social un univers très hétérogène. On peut y croiser un tondeur de pelouse occasionnel aussi bien qu'un plaquiste diplômé à plein temps, un commercial indépendant facturant ses services au rendez-vous obtenu ou un ex-ingénieur d'Areva dispensant des conseils à des fabricants de turbines nucléaires, de même qu'un consultant en gestion privé en dehors des heures de bureau de l'entreprise où il est resté salarié,

pondu à différents types d'attentes : créateur motivé et bien armé pour entreprendre saisissant immédiatement le potentiel de gains de productivité que représentait l'allègement des procédures administratives, salariés souhaitant "tester" une idée d'activité sans prendre encore le risque de se lancer intégralement dans l'aventure de la création, retraités souhaitant commercialiser leur expérience auprès des entreprises, chômeurs satisfaits de pouvoir afficher à l'extérieur un statut plus valorisant que celui de sans-emploi, en atten-

"Près de la moitié des créations d'entreprises en 2009 - auto-entreprises et entreprises "classiques" - est imputable à la mise en place du régime de l'auto-entrepreneur"

tant d'en retrouver un. Contrairement aux idées reçues, les chômeurs n'ont pas été les plus nombreux à se précipiter sur le statut. Ils ne représentent qu'un peu plus de 10 % de l'effectif des auto-entrepreneurs et choisissent plus souvent un autre statut lorsqu'ils se lancent dans la création. "Si en quelques mois a autant de personnes ont apporté leur soutien à cette me-

La volonté, sans la capacité ni les idées

Le fait que, 18 mois après les débuts, une part importante des auto-

entrepreneurs - entre 40 et 60 % selon les calculs qui prennent en compte l'effet de décalage dans les déclarations - ne déclarent aucun chiffre d'affaires est-il un symptôme de cette fragilité particulière ? Les optimistes font d'abord ressortir la richesse supplémentaire déjà engrangée en défendant l'idée que, même dans l'hypothèse où il y aurait plus de casse chez les auto-entrepreneurs qu'ailleurs, l'effet global est positif. Le chiffre d'affaires des auto-entrepreneurs devrait atteindre 1,1 milliard d'euros cette année (950 millions en

"Bien des personnes qui se sont lancées dans l'auto-entrepreneuriat n'avaient sans doute pas l'expérience nécessaire pour développer une activité"

2009) et générer 300 millions de cotisations, pour passer à 2,5 milliards en 2011 avec 700 millions de cotisations. Respectables en valeur absolue, ces chiffres deviennent beaucoup moins impressionnants une fois ramenés au nombre d'individus : fin 2011, le chiffre d'affaires moyen par auto-entrepreneur ne représenterait que 2 500 euros.

"Le statut d'auto-entrepreneur est devenu l'objectif en lui-même et non pas un simple moyen pour développer un projet"

sure, c'est bien qu'elle correspondait à un besoin", résume Maria Nowak, la présidente de l'Adie, l'Association pour le droit à l'initiative économique, spécialiste de la distribution de micro-crédits à des entreprises de très petite taille.

L'auto-entreprise plus fragile encore que la jeune entreprise ?

Pour stimuler ces chiffres, le message du gouvernement qui s'est souvent résumé à "prenez en un clic", s'est révélé très efficace. Trop ? François Hurel n'affiche aucun état d'âme à ce sujet. "Dix casses à remplir, dont 8 renseignent l'état ci-

Évaluer le succès ou accélérer le développement de ceux qui ont un véritable projet reste bien sûr une question importante à traiter, mais elle relève de la problématique générale de la création d'entreprise. Le problème plus spécifique à l'auto-entrepreneuriat est d'aider des personnes qui ont la volonté d'entreprendre mais manquent de capacités ou d'idées pour la faire.

Des élites bien équipées, mais aussi des fantassins moins bien armés

C'est le cœur du défi de l'auto-entrepreneuriat : parvenir à traiter une masse nouvelle d'entrepre-

Effets pervers Plus de peur que de mal

Concurrence déloyale, fraude fiscale, détournement des lois sur le travail : différents effets pervers du statut d'auto-entrepreneur étaient redoutés. Ils semblent s'être faiblement matérialisés jusque-là. Les artisans se sont plaints d'allègement de charges dont bénéficieraient les auto-entrepreneurs. "C'est inexact, affirme François Hurel, les auto-entrepreneurs ne font pas d'économie de charge. En revanche, c'est vrai, le chiffre d'affaires équivalent, la simplification administrative leur fait gagner en productivité", estime-t-il. Les vraies raisons du mécontentement des artisans est

leur chiffre d'affaires. Une fraude qui est sans doute compensée par l'effet de régularisation qui s'est propagé ailleurs, nombre d'entrepreneurs et d'artisans qui travaillaient jusque-là au noir préférant se déclarer, compte tenu de la simplicité du statut, pour pouvoir bénéficier d'une meilleure couverture sociale et souscrire aux assurances professionnelles. Le détournement du droit du travail représente le troisième sujet de préoccupation. "Absolument marginal", affirment les experts du gouvernement, ce que considère également Pôle Emploi (voir avis croisés, page

"Concurrence déloyale, fraude fiscale, détournement des lois sur le travail : différents effets pervers du statut d'auto-entrepreneur étaient redoutés. Ils semblent s'être faiblement matérialisés jusque-là"

peut-être davantage à rechercher du côté de la concurrence supplémentaire qu'a créé l'appel d'air auto-entrepreneurial, même si le ministère a exigé des qualifications de ceux qui venaient s'aventurer sur le territoire des artisans et accepté de mettre certaines professions (dont les journalistes) sur une liste interdite à ce régime. On évoque aussi la tentation de certains de se caler sur les plafonds (32 000 euros par an pour les activités autres que le négoce) pour profiter du régime en passant au noir le reste de

suivante) en affirmant que les frontières entre l'auto-entreprise et le travail salarié, caractérisés par le lien de subordination, restent très claires. On peut émettre des doutes à ce sujet, au moins dans l'univers des PME et des entreprises de création récente, toujours à la recherche d'économies rapides lorsqu'elles sont sur la corde raide, même au risque de devoir affronter les foudres de l'administration.

J.S.



Danièle Desguées, directrice du réseau des boutiques de gestion. "Pour beaucoup qui viennent nous voir, il y a eu une confusion entre le projet, qui parfois n'existe pas, et le statut de l'auto-entreprise. Ils ont voulu devenir auto-entrepreneur mais sans savoir comment."

neurs sortis en quelque sorte du néant. "L'effet de 'tuilage' s'est révélé extrêmement limité, rappelle François Hurel, seule une faible part des auto-entrepreneurs auraient créé

les services à la personne. C'est ce public qui doit concentrer toutes les attentions puisque, par définition, il est le moins bien armé pour développer une activité par ses pro-

taux d'intérêt, nous ne parvenons même pas à couvrir le coût de gestion de nos crédits", explique la présidente de l'Adie. L'accompagnement, même réalisé en partie par des bénévoles, repose donc entièrement sur des financements extérieurs. "Même si les économies pour le contribuable générées par un chômeur en moins sont évidentes, ces financements sont difficiles à déclencher", regrette Maria Nowak qui doit aussi compter sur les entreprises, en particulier les banques qui soignent leur image en finançant l'Adie tout en s'initiant à l'art de s'adresser à des clientèles que leur procédures standardisées ne savent pas traiter. Mais il y a des limites à l'accompagnement, lorsque, comme c'est le cas pour un certain nombre d'auto-entrepreneurs, les dossiers sont vides. "Pour beaucoup des personnes qui viennent nous voir, on sent qu'il y a eu une confusion entre le projet, qui parfois n'existe pas, et le statut de l'auto-entreprise, commente Danièle Desguées, directrice du réseau des boutiques de gestion, spécialisée dans l'accompagnement des créateurs, ce sont des gens qui ont voulu devenir auto-entrepreneur mais sans savoir comment et sur quelles bases développer une activité."

La mise en réseau de ceux qui ont des idées et d'autres qui ont la volonté

C'est sur ce type de considérations que s'appuie aujourd'hui la réflexion de François Hurel pour prolonger le mouvement d'essor de l'auto-entrepreneuriat. "Beaucoup de gens ont la volonté d'entreprendre mais pas les idées pour le faire", admet l'ancien conseiller de Jean-Pierre Raffarin pour ce constat n'a rien de révélateur. "Inversement, il y a de bonnes idées qui pourraient être reproduites et développées loin de leur première zone de chalandise", ajoute-t-il. Son objectif serait de mettre les uns et les autres en relation, en offrant la possibilité à ceux qui ont les bonnes idées de les franchiser en quelque sorte à ceux qui sont prêts à les développer. "Nous travaillons actuellement sur un projet de contrat autorisant un tiers à utiliser une idée moyennant rétribution", explique François Hurel. Ce cap de l'accompagnement et

pres moyens. Les autres bénéficient déjà de tout le dispositif d'aide à la création d'entreprise.

L'accompagnement, une nécessité qui a ses limites

L'Adie, l'association de Maria Nowak, a récupéré une part notable des créateurs les plus modestes. "Nous nous sommes battus pour l'adoption de cette loi de modernisation de l'économie car elle répond aux besoins de notre clientèle, explique-t-elle. Il s'agit de personnes de condition très modeste qui hésitent à officialiser leur activité, rebutées par la complexité administrative et

"Beaucoup ont la volonté d'entreprendre mais pas les idées. Inversement, il y a de bonnes idées qui pourraient être et développées loin de leur première zone de chalandise"

par les frais qui commencent à couvrir avant même l'obtention d'un premier chiffre d'affaires. Pour eux c'était vraiment le statut idéal, qui leur a permis de sortir du travail au noir." Un tiers des clients de l'Adie optent actuellement pour le statut d'auto-entreprise, le reste fonctionne en micro-entreprise ou en EURL. Les méthodes développées par l'Adie illustrent la nécessité de l'accompagnement, absolument indispensable pour les publics les plus modestes. "Un quart de nos clients ne savent ni lire ni écrire", rappelle Maria Nowak. Le travail de l'association montre aussi comment le modèle économique correspondant est difficile à faire fonctionner. Les petits dossiers, 2 800 euros en moyenne, dispersés, individualisés et traités par l'Adie sont évidemment moins faciles à rentabiliser que les prêts standardisés beaucoup plus importants consentis par les banques. "Bien que nous ayons pu augmenter nos

de la mise en réseau vaut la peine d'être tenu : les statistiques du ministère montrent que les créateurs les plus modestes sont, à égalité avec les plus diplômés, ceux qui s'accrochent le plus à leur petite auto-entreprise. ■

jacques.secondi@nouvel-economiste.fr

Editorial

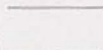
Retour de flamme

Bonne nouvelle, bientôt un million d'auto-entrepreneurs officiellement déclarés en France. Si cette nouvelle mesure avait pour but de favoriser l'esprit d'entreprendre et faciliter la création d'entreprise, quelle que soit la disparité des motivations, des projets et des compétences, c'est un véritable succès. Il faut d'ailleurs saluer au passage la capacité de l'administration à avoir su faire simple... Et si elle constitue une forme d'opportunisme amenant certains à déclarer tout ou partie d'un travail existant au noir, ce n'en est que mieux.

Mais, mauvaise nouvelle, 50 % n'ont pas encore de chiffre d'affaires. S'il s'agissait également de créer un nouvel outil contre la précarité, attention au retour de flamme. Dont la moindre n'est pas d'avoir créé une nouvelle situation d'échec, reposant sur une illusion qui est de croire que la seule envie sans l'idée, le projet, et un minimum d'accompagnement à défaut de formation, suffit.

En espérant que la déception des uns ne découragera pas l'envie des autres.

Henri J. Nijdam



Le nouvel Economiste

Entreprises, Affaires publiques, Economie sociale

"Le journal des Pouvoirs d'aujourd'hui"

Politique, économique, social, administratif, judiciaire, intellectuel, spirituel, médiatique.

5, passage Piver - 75011 Paris
Henri J. Nijdam, Président directeur de la publication
henri.nijdam@nouvel-economiste.fr

Geoff Tchakaloff, Directeur délégué
geoff.tchakaloff@nouvel-economiste.fr

E-mail: p.nouveau@nouvel-economiste.fr
Abonnements: abon@nouvel-economiste.fr
1 an 149 € HT (152,13 € TTC)

Editorialistes

Philippe Barret, Alain Beauz, Michèle Cotta, Philippe Delmas, Pierre Koschko-Martin, Henry Laurent, Pascal Lorot, Paul Henri Molnet, Sylvie Pierre-Bronzoletta, Xavier Rauffer, Geoff Tchakaloff

Rédaction - Tél. 01 58 30 83 63 - Fax 01 58 30 64 65

Directeur de la rédaction: Henri J. Nijdam. Rédacteurs en chef: Patrick Armeuz (83 61), Philippe Financet (83 62), Rédacteurs en chef adjoint: Caroline Costes (85 54), Jean-Michel Lamy (87 89), Julien Turby (85 94). Grands reporters: Franck Bonasta (88 05), Jacques Secondi (85 56). Journalistes: Valérie Auribault, Anne-Sophie David (85 56), Sébastien Dumoulin, Edward Langer (85 53), Emmanuel Lemoine (conseiller éditorial), Alain Roux (88 98), Ariane Wurth (89 00). Edition - Papier à numérotage - Tél. 01 58 30 83 64 - Fax 01 75 444 118

Responsable: Basile Escoffier (83 64). Rédacteur graphique: Alexis Dupont, Florian Petit (83 77). Maquettiste: Jonathan Laguerre. Correction: Sophie Lamotte d'Argy. Edition supplémentaires: Aurélie Pucheros. Développement numérique: BWE-Concept (bwe@bweconcept.com).

Marketing & diffusion - Tél. 01 75 444 100 - Fax 01 75 444 119. Bases de données: responsable Antoine Wiczorek (116), Nathalie Bourgoin-Guad. Abonnements, vente au numéro: responsable Djocely Dlabay (114), Anne-Marie Cozy (100)

Marketing & publicité - Journal papier - Journal numérique - site: nouvel-economiste.fr - Tél. 01 75 444 105 - Fax: 01 75 444 119. Directeur du développement: Jean-Baptiste Leprince (105). Assistant marketing & publicité: Alfred Colmeun (113). Responsables commercial supports: Damien Dechaux (115), Jonathan Guin (111). Equipe commerciale: Delphine Baudy (109), Chita Berrada (112), Olivia Carson (107), Alexis Goger (102), David Marquis (108), Cécile de Poupligue (110), Julia Richer (106). Enquêtes & media-planning: Jeanne Arnaud (105).

Régies pages: N'Com (info@ncom.com). Vertes Communication (info@vertes.com)

Arvencos Infos - Vie juridique, avis juridiques, appel d'offres - Tél. 01 75 444 104

Responsable: Antoine Wiczorek (116), Anne-Gaëlle Laurent (104). Le Nouvel Economiste est habilité à publier les annonces judiciaires et légales pour les départements de Paris (arrêté préfectoral n° 2009-351) et des Hauts-de-Seine (arrêté préfectoral 2008-501)

Gestion & administration - Tél. 01 75 444 104 - Fax 01 75 444 118

Responsable: Gaëlle Madj (103), Anne-Gaëlle Laurent (104)

Le nouvel Economiste est édité par Publications de Nouvel Economiste, S.A. au capital de 184423 euros. Période France Officiel (Abonnement) 3, rue de l'Adie - 75019 Paris - France. T3, Bureaux de Paris 21209/Desbap - Paris 14ème. Janvier 2011. Numéro de cotisation: 0920/0020. ISSN: 0395-6428. Principales activités: Publications Nouvel Economiste S.A. 046 - du capital (11) Nijdam Compagnie Editeur des Médias (L'Abonné), Triple A (P. Nijdam, Paris).



CHIFFRES CLÉS

Auto-entrepreneuriat

- 550 000 auto-entrepreneurs en 2010, 1 M prévus fin 2011
- Activité globale attendue: 2,5 Mds € avec 700 millions de cotisations.
- 2 auto-entrepreneurs sur 3 sont des salariés en activité
- 90 % des auto-entrepreneurs n'auraient pas créé d'entreprise en l'absence du statut
- 1 auto-entrepreneur sur 3 ne déclare pas encore de chiffre d'affaires